

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 5 mai 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Enquête sur la population active, avril 2000**
Une augmentation dans l'emploi à temps partiel a été annulée par une baisse dans l'emploi à temps plein en avril, laissant l'emploi global inchangé. Le taux de chômage est resté inchangé à 6,8 % pour un cinquième mois consécutif.

2

- **Permis de bâtir, mars et premier trimestre de 2000**
Après deux mois consécutifs de repli, la valeur des intentions de construction a rebondi en mars, les municipalités ayant délivré pour 3,2 milliards de dollars de permis, chiffre en hausse de 11,5 % par rapport à février. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont tous deux contribué à l'augmentation.

8

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, avril 2000	11
Industrie de la location et de la gestion de biens immobiliers, 1997	11
Ciment, mars 2000	12
Prix des produits agricoles, janvier à mars 2000	12

NOUVELLES PARUTIONS

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 8 au 12 mai	15
--	----



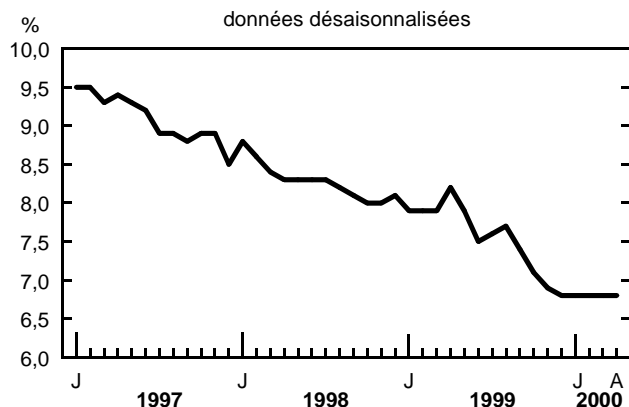
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Enquête sur la population active

Avril 2000

Une augmentation de l'emploi à temps partiel a été annulée par une baisse de l'emploi à temps plein en avril, laissant l'emploi global inchangé. Le taux de chômage est resté inchangé à 6,8 % pour un cinquième mois consécutif.

Taux de chômage



Augmentation des emplois à temps partiel en avril

Le nombre estimé d'emplois à temps partiel a augmenté de 34 000 en avril, tandis que l'emploi à temps plein a accusé un recul de 29 000. Toutefois, au cours des 12 derniers mois, l'emploi à temps plein a enregistré une croissance plus marquée de 3,1 % (+364 000), comparativement à 1,9 % (+50 000) dans le cas de l'emploi à temps partiel.

Le nombre total d'heures travaillées a diminué de 0,4 % en avril. Cependant, le nombre d'heures travaillées a été en hausse de 2,9 % par rapport à la même période l'an dernier, reflétant la progression vigoureuse de l'emploi à temps plein au cours de cette période.

La diminution du nombre d'emplois à temps plein observée en avril (-36 000) était entièrement attribuable aux hommes adultes, soit ceux âgés de 25 ans et plus. Cette baisse a été partiellement compensée par une augmentation du nombre d'emplois à temps partiel (+15 000) dans ce groupe d'âge.

Malgré les pertes de l'emploi global chez les hommes adultes (-21 000) en avril, ce groupe affiche

Note aux lecteurs

L'Enquête sur la population active (EPA) a fait l'objet d'une révision en profondeur pour refléter deux changements importants dans la manière de produire les données sur le marché du travail. On a donc révisé toutes les estimations de l'EPA en remontant jusqu'à janvier 1976. Pour plus de renseignements sur les révisions apportées aux données, consultez le document «Améliorations apportées à l'EPA en 2000» dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca).

Les données révisées, qui sont maintenant disponibles dans CANSIM, doivent être utilisées pour faire des comparaisons dans le temps avec les estimations de l'EPA. Avant d'obtenir des données de CANSIM, veuillez lire le communiqué intitulé «Données chronologiques révisées de l'Enquête sur la population active» dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca).

L'EPA a récemment adopté une nouvelle définition des secteurs public et privé afin d'harmoniser ses concepts avec ceux des autres sources de Statistique Canada. Par conséquent, les chiffres sur l'emploi dans le secteur public qui ne sont pas désaisonnalisés sont légèrement sous-estimés pour les mois antérieurs à mai 1999. Dans le but de mieux refléter les changements réels dans l'emploi des secteurs public et privé et pour éviter une rupture des séries, les données chronologiques désaisonnalisées ont été modifiées. De plus, les moyennes annuelles disponibles dans CANSIM ont été calculées à partir des données désaisonnalisées «modifiées» plutôt qu'à partir des données non désaisonnalisées.

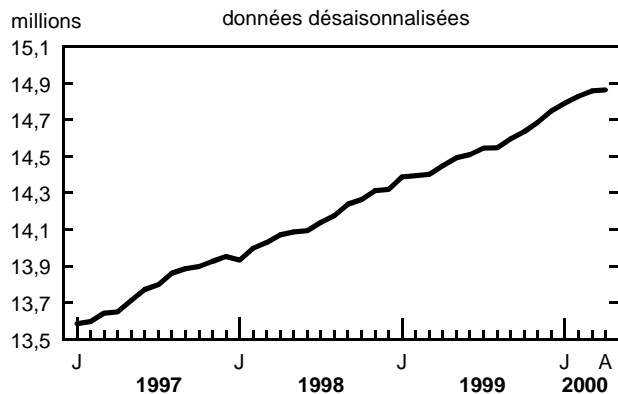
L'harmonisation aux concepts des professions du Recensement de janvier à juin 1999 a touché la comparabilité dans le temps des données selon la profession de l'EPA. Le groupe de la «gestion» a été le plus touché, alors qu'une portion des travailleurs auparavant classés dans la gestion sont maintenant codés le plus vraisemblablement dans les catégories «affaires, finance et administration» et «ventes et services».

une hausse de 164 000 (+2,4 %) emplois par rapport à avril 1999, la plus grande partie de cette augmentation s'étant produite dans les emplois à temps plein. En avril, une diminution de la population active (-22 000) a fait en sorte que le taux de chômage chez les hommes adultes est resté inchangé à 5,6 %.

La progression de l'emploi chez les femmes adultes (+19 000) en avril était attribuable à l'augmentation du nombre d'emplois à temps partiel (+17 000). Toutefois, leur taux de chômage n'a pas bougé (5,6 %), la hausse de l'emploi étant comparable à l'augmentation du nombre de femmes adultes entrant au sein de la population active. Le nombre d'emplois chez les femmes de 25 ans et plus a été en hausse de 166 000 (+3,0 %) par rapport au niveau d'il y a un an, tous des emplois à temps plein.

En avril, l'emploi chez les jeunes a poursuivi sa tendance à la hausse grâce à une augmentation de 7 000, portant le nombre total d'emplois des 12 derniers mois à 84 000 (+3,8 %). La plus grande partie de cette hausse par rapport à l'an dernier s'est produite dans les emplois à temps plein. Le taux de chômage des jeunes a légèrement diminué en avril pour s'établir à 12,9 % (-0,1 point).

Emploi



Hausse chez les employés

En avril, le nombre d'employés a connu une augmentation estimée à 102 000. Cet accroissement, qui était entièrement attribuable au secteur privé, a été annulé par une diminution du nombre de travailleurs indépendants (-97 000). (Les mouvements pour ces deux groupes ont coïncidé avec l'inclusion, en avril, de questions supplémentaires sur le travail indépendant qui pourraient avoir contribué à l'importance de ces mouvements, mais qui n'ont pas touché les totaux de l'emploi global.)

Pour les 11 mois précédents avril, l'emploi avait augmenté de 3,1 % chez les employés du secteur privé et de 1,4 % chez les travailleurs indépendants. Le nombre d'employés dans le secteur public est demeuré inchangé en avril.

Branches d'activité

L'emploi s'est accru dans la branche des soins de santé et de l'assistance sociale (+11 000), ce qui porte la progression des 12 derniers mois à 99 000 emplois (+6,9 %). Près du tiers de la hausse d'emploi au cours de cette période est attribuable aux hôpitaux.

Le nombre d'emplois dans la fabrication, bien qu'il n'ait augmenté que légèrement en avril (+13 000), a connu une augmentation de 103 000 (+4,7 %)

au cours des 12 derniers mois. Les hausses les plus importantes sont survenues dans la fabrication de produits informatiques et électroniques, dans la fabrication de machines ainsi que dans la fabrication de produits métalliques.

Bien que l'emploi ait peu changé en avril dans la branche du transport et de l'entreposage et dans celle de la construction, ces deux industries ont connu des hausses respectives de 50 000 (+6,8 %) et de 51 000 (+6,6 %) au cours de la dernière année.

En avril, l'emploi s'est accru dans la branche des ressources naturelles (+8 000), s'appuyant sur une tendance à la hausse ayant débuté en septembre dernier.

Le nombre d'emplois a aussi augmenté en avril dans le secteur de la gestion d'entreprises, des services administratifs et des autres services de soutien (+11 000).

En avril, l'emploi a poursuivi son déclin dans le secteur de l'agriculture (-12 000), continuant une tendance à la baisse à long terme. Les pertes au cours des 12 derniers mois s'élèvent à 32 000 (-7,6 %).

Le nombre d'emplois a également diminué dans les services d'enseignement (-12 000) en avril. Malgré les baisses des derniers mois, ce secteur compte 13 000 emplois de plus qu'il y a un an.

Résumé provincial

Le nombre d'emplois au Manitoba s'est accru de 5 000 en avril, principalement dans les emplois à temps partiel et dans le secteur des services. L'emploi global dans la province a augmenté de 15 000 (+2,8 %) par rapport au niveau d'il y a un an. En avril, le taux de chômage a diminué de 0,6 point pour s'établir à 5,0 %.

La Saskatchewan a affiché une diminution de 3 000 emplois en avril, tous des emplois à temps plein. Le secteur ayant affiché la plus importante diminution d'emplois est celui de l'agriculture. Malgré la baisse observée en avril, la province comptait 11 000 emplois (+2,2 %) de plus qu'il y a un an. Le taux de chômage est passé à 4,8 % en avril, en hausse de 0,2 point.

L'emploi a diminué en Colombie-Britannique (-10 000), principalement dans le secteur des services. Malgré cette baisse, l'emploi global dans la province a été en hausse de 33 000 (+1,7 %) par rapport au niveau enregistré en octobre dernier. En avril, le taux de chômage a légèrement diminué pour s'établir à 6,9 % (-0,1 point).

Le Québec a affiché une légère hausse de 10 000 emplois en avril, portant les augmentations des 12 derniers mois à 101 000 (+3,0 %). La plus grande partie de cette croissance s'est produite au

cours du second semestre de 1999. Le taux de chômage a augmenté en avril à 8,8 % (+0,2 point) en raison d'une augmentation de la population active (+ 19 000).

En Ontario, bien que la situation de l'emploi ait peu changé en avril, le nombre total d'emplois au cours des 12 derniers mois se chiffrent à 178 000 (+3,1 %). Les secteurs de la fabrication, de la construction, des soins de santé et de l'assistance sociale ainsi que celui du transport et de l'entreposage ont tous contribué à la croissance de l'emploi au cours de cette période.

En Nouvelle-Écosse, une augmentation de 2000 emplois en avril a fait fléchir le taux de chômage de 0,5 point qui s'est situé à 8,4 %; il s'agit du plus bas niveau atteint depuis avril 1976. Au cours des 12 derniers mois, l'emploi s'est accru de 14 000 (+3,3 %). La plupart des hausses étaient attribuables au secteur des services.

L'emploi a peu changé dans les autres provinces en avril.

Données stockées dans CANSIM: matrices 3450 à 3471, 3483 à 3492, 3503 et le tableau 00799999.

Paraît à 7 h dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous la rubrique *Nouvelles du Quotidien*.

Un résumé intitulé *Information: population active* (71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$) pour la semaine se terminant le 15 avril 2000 est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Le prochain communiqué de l'Enquête sur la population active paraîtra le 9 juin.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. □

Caractéristiques de la population active, hommes et femmes âgés de 15 ans et plus

	Mars 2000	Avril 2000	Mars à avril 2000	Mars 2000	Avril 2000	Mars à avril 2000
données désaisonnalisées						
	Population active			Taux d'activité		
	en milliers		var. en %	%		var.
Canada	15 944,1	15 941,9	0,0	65,9	65,8	-0,1
Terre-Neuve	249,8	247,6	-0,9	56,7	56,3	-0,4
Île-du-Prince-Édouard	74,1	74,3	0,3	67,9	68,1	0,2
Nouvelle-Écosse	461,8	462,0	0,0	61,9	61,9	0,0
Nouveau-Brunswick	369,8	372,2	0,6	61,4	61,7	0,3
Québec	3 746,0	3 765,1	0,5	63,2	63,5	0,3
Ontario	6 178,5	6 173,1	-0,1	67,0	66,9	-0,1
Manitoba	583,2	585,2	0,3	68,1	68,3	0,2
Saskatchewan	515,0	512,6	-0,5	67,4	67,1	-0,3
Alberta	1 671,9	1 669,1	-0,2	72,7	72,4	-0,3
Colombie-Britannique	2 094,1	2 080,7	-0,6	64,9	64,5	-0,4
	Emploi			Taux d'emploi		
	en milliers		var. en %	%		var.
Canada	14 857,8	14 862,6	0,0	61,4	61,4	0,0
Terre-Neuve	205,3	206,1	0,4	46,6	46,8	0,2
Île-du-Prince-Édouard	65,5	65,7	0,3	60,0	60,2	0,2
Nouvelle-Écosse	420,9	423,0	0,5	56,5	56,7	0,2
Nouveau-Brunswick	331,4	333,1	0,5	55,0	55,3	0,3
Québec	3 425,2	3 435,1	0,3	57,8	58,0	0,2
Ontario	5 832,3	5 834,6	0,0	63,3	63,2	-0,1
Manitoba	550,6	555,9	1,0	64,3	64,9	0,6
Saskatchewan	491,2	488,0	-0,7	64,3	63,9	-0,4
Alberta	1 588,3	1 583,6	-0,3	69,1	68,7	-0,4
Colombie-Britannique	1 947,1	1 937,5	-0,5	60,4	60,0	-0,4
	Chômage			Taux de chômage		
	en milliers		var. en %	%		var.
Canada	1 086,3	1 079,3	-0,6	6,8	6,8	0,0
Terre-Neuve	44,4	41,5	-6,5	17,8	16,8	-1,0
Île-du-Prince-Édouard	8,6	8,6	0,0	11,6	11,6	0,0
Nouvelle-Écosse	40,9	39,0	-4,6	8,9	8,4	-0,5
Nouveau-Brunswick	38,4	39,1	1,8	10,4	10,5	0,1
Québec	320,8	330,0	2,9	8,6	8,8	0,2
Ontario	346,1	338,4	-2,2	5,6	5,5	-0,1
Manitoba	32,6	29,3	-10,1	5,6	5,0	-0,6
Saskatchewan	23,8	24,6	3,4	4,6	4,8	0,2
Alberta	83,6	85,5	2,3	5,0	5,1	0,1
Colombie-Britannique	147,0	143,2	-2,6	7,0	6,9	-0,1

Caractéristiques de la population active, hommes et femmes âgés de 15 ans et plus

	Avril 1999	Avril 2000	Avril 1999 à avril 2000	Avril 1999	Avril 2000	Avril 1999 à avril 2000
données non désaisonnalisées						
	Population active			Taux d'activité		
	en milliers		var. en %	%		var.
Canada	15 551,5	15 753,2	1,3	65,1	65,1	0,0
Terre-Neuve	235,3	236,9	0,7	53,7	53,8	0,1
Île-du-Prince-Édouard	70,5	72,0	2,1	65,5	66,0	0,5
Nouvelle-Écosse	443,7	453,2	2,1	60,0	60,7	0,7
Nouveau-Brunswick	357,6	362,9	1,5	59,7	60,2	0,5
Québec	3 653,7	3 712,0	1,6	62,1	62,6	0,5
Ontario	6 024,7	6 115,6	1,5	66,4	66,2	-0,2
Manitoba	569,0	581,5	2,2	66,9	67,8	0,9
Saskatchewan	504,3	505,5	0,2	66,1	66,2	0,1
Alberta	1 621,0	1 648,2	1,7	71,7	71,5	-0,2
Colombie-Britannique	2 071,6	2 065,4	-0,3	65,1	64,0	-1,1
	Emploi			Taux d'emploi		
	en milliers		var. en %	%		var.
Canada	14 222,3	14 628,8	2,9	59,5	60,4	0,9
Terre-Neuve	185,5	192,5	3,8	42,4	43,7	1,3
Île-du-Prince-Édouard	56,3	60,9	8,2	52,3	55,8	3,5
Nouvelle-Écosse	395,4	409,7	3,6	53,5	54,9	1,4
Nouveau-Brunswick	311,1	316,4	1,7	52,0	52,5	0,5
Québec	3 276,0	3 373,2	3,0	55,7	56,9	1,2
Ontario	5 592,6	5 768,1	3,1	61,6	62,5	0,9
Manitoba	533,9	550,6	3,1	62,8	64,2	1,4
Saskatchewan	468,1	478,0	2,1	61,4	62,6	1,2
Alberta	1 522,6	1 563,1	2,7	67,4	67,8	0,4
Colombie-Britannique	1 880,7	1 916,3	1,9	59,1	59,4	0,3
	Chômage			Taux de chômage		
	en milliers		var. en %	%		var.
Canada	1 329,2	1 124,4	-15,4	8,5	7,1	-1,4
Terre-Neuve	49,9	44,3	-11,2	21,2	18,7	-2,5
Île-du-Prince-Édouard	14,2	11,1	-21,8	20,1	15,4	-4,7
Nouvelle-Écosse	48,3	43,5	-9,9	10,9	9,6	-1,3
Nouveau-Brunswick	46,5	46,5	0,0	13,0	12,8	-0,2
Québec	377,6	338,8	-10,3	10,3	9,1	-1,2
Ontario	432,1	347,5	-19,6	7,2	5,7	-1,5
Manitoba	35,1	30,9	-12,0	6,2	5,3	-0,9
Saskatchewan	36,2	27,5	-24,0	7,2	5,4	-1,8
Alberta	98,4	85,1	-13,5	6,1	5,2	-0,9
Colombie-Britannique	190,9	149,1	-21,9	9,2	7,2	-2,0

Emploi selon la branche d'activité (basé sur le SCIAN) et la catégorie de travailleurs, hommes et femmes âgés de 15 ans et plus

	Mars 2000	Avril 2000	Mars à avril 2000	Avril 1999 à avril 2000	Mars à avril 2000	Avril 1999 à avril 2000
données désaisonnalisées						
	en milliers			var. en %		
Ensemble de l'économie	14 857,8	14 862,6	4,8	413,8	0,0	2,9
Secteur de la production de biens	3 887,4	3 892,1	4,7	138,7	0,1	3,7
Agriculture	397,8	385,7	-12,1	-31,9	-3,0	-7,6
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	277,1	284,6	7,5	17,7	2,7	6,6
Services publics	114,3	115,0	0,7	-0,4	0,6	-0,3
Construction	824,3	820,5	-3,8	50,9	-0,5	6,6
Fabrication	2 273,8	2 286,3	12,5	102,5	0,5	4,7
Secteur des services	10 970,4	10 970,4	0,0	275,0	0,0	2,6
Commerce	2 307,1	2 294,1	-13,0	51,0	-0,6	2,3
Transport et entreposage	782,0	784,9	2,9	49,9	0,4	6,8
Finance, assurances, immobilier et location	863,7	860,4	-3,3	2,7	-0,4	0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	912,9	916,2	3,3	13,1	0,4	1,5
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	528,3	538,9	10,6	33,0	2,0	6,5
Services d'enseignement	994,6	982,4	-12,2	13,4	-1,2	1,4
Soins de santé et assistance sociale	1 517,7	1 528,9	11,2	99,3	0,7	6,9
Information, culture et loisirs	638,1	637,3	-0,8	14,9	-0,1	2,4
Hébergement et services de restauration	963,9	967,0	3,1	46,8	0,3	5,1
Autres services	690,4	682,9	-7,5	-47,2	-1,1	-6,5
Administrations publiques	771,6	777,7	6,1	-1,6	0,8	-0,2
Catégorie de travailleurs						
Employés du secteur public	2 776,9	2 778,6	1,7	88,6	0,1	3,3
Secteur privé	12 081,0	12 084,0	3,0	325,3	0,0	2,8
Employés	9 575,7	9 675,9	100,2	388,2	1,0	4,2
Travailleurs indépendants	2 505,3	2 408,1	-97,2	-62,9	-3,9	-2,5

Emploi selon le genre de travail, l'âge et le sexe

	Avril 2000	Mars à avril 2000	Avril 1999 à avril 2000	Avril 2000	Mars à avril 2000	Avril 1999 à avril 2000	Avril 2000	Mars à avril 2000	Avril 1999 à avril 2000
données désaisonnalisées									
	Hommes et femmes			Hommes			Femmes		
	en milliers								
Emploi	14 862,6	4,8	413,8	8 047,2	-5,2	216,4	6 815,4	10,0	197,4
Temps plein	12 160,9	-28,9	364,0	7 207,7	-31,2	180,4	4 953,2	2,3	183,7
Temps partiel	2 701,7	33,7	49,8	839,5	26,0	36,0	1 862,2	7,7	13,8
15 à 24 ans	2 272,4	7,0	83,8	1 188,0	15,5	52,5	1 084,4	-8,5	31,2
25 ans et plus	12 590,2	-2,3	330,0	6 859,2	-20,7	163,9	5 731,0	18,5	166,2
25 à 54 ans	11 039,0	-10,0	244,1	5 924,1	-18,7	114,7	5 114,9	8,7	129,5
55 ans et plus	1 551,2	7,7	85,9	935,2	-2,0	49,3	616,0	9,7	36,6

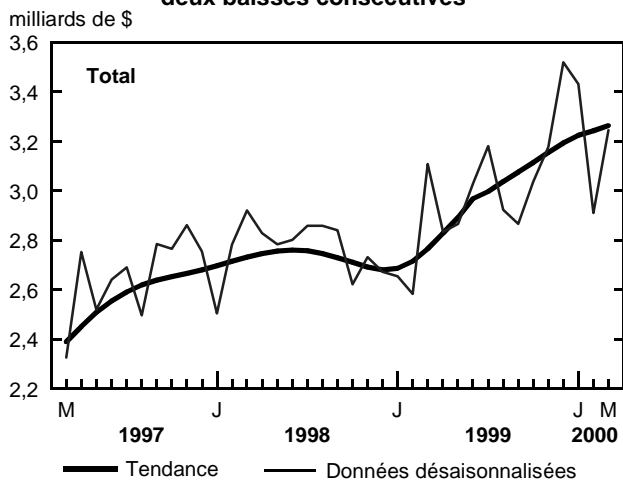
Permis de bâtir

Mars et premier trimestre de 2000

Après deux mois consécutifs de repli, la valeur des intentions de construction a rebondi en mars, les municipalités ayant délivré pour 3,2 milliards de dollars de permis, chiffre en hausse de 11,5 % par rapport à février.

En mars, le secteur de l'habitation a mis fin à trois mois consécutifs de reculs de la valeur des permis de bâtir en affichant son meilleur résultat mensuel des dix dernières années. Il a atteint 1,9 milliard de dollars, en hausse de 11,1 % par rapport à février. Les permis de construction non résidentielle ont aussi enregistré une augmentation de 12,0 %, portant la valeur à 1,4 milliard de dollars.

La valeur totale des permis est en hausse après deux baisses consécutives



Au premier trimestre de 2000, la valeur totale des permis de bâtir s'est élevée à 9,6 milliards de dollars, dépassant de 14,9 % celle pour les trois premiers mois de 1999. Dans le secteur de l'habitation, les intentions de construction ont atteint 5,4 milliards de dollars, chiffre en hausse de 16,5 % d'une année à l'autre. Dans le secteur non résidentiel, elles ont augmenté de 12,8 % par rapport au premier trimestre de 1999 pour atteindre 4,2 milliards de dollars.

Première augmentation dans le secteur résidentiel en quatre mois

Les composantes unifamiliale et multifamiliale ont toutes deux contribué à la progression d'ensemble de 11,1 % de la valeur des permis de construction

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts, les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

résidentielle en mars. La croissance s'est concentrée dans la composante des logements multifamiliaux, où les intentions ont fait un bond de 44,8 % qui les a portées à 498 millions de dollars, effaçant du même coup une partie des pertes des deux derniers mois. Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont augmenté de 2,4 %, passant à 1,4 milliard de dollars.

De nombreux facteurs annoncent un marché du logement actif pour les mois à venir. Depuis le début de l'année, l'abordabilité du logement est demeurée stable, et les indicateurs de base de la vigueur économique, comme l'emploi, ont continué de se raffermir. En outre, la confiance des consommateurs demeure vigoureuse et les reventes de logements ont augmenté en mars.

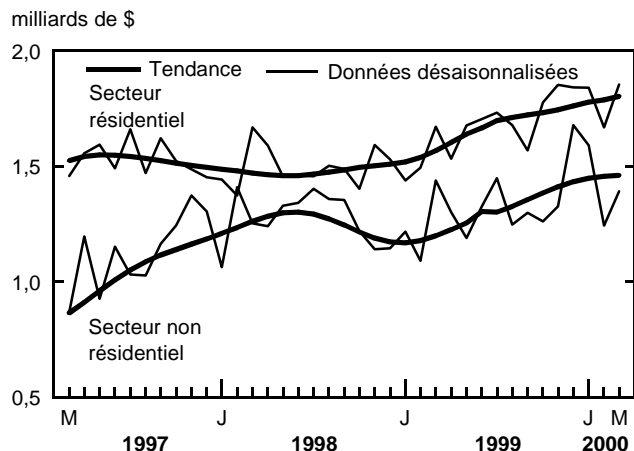
Parmi les provinces, l'Ontario a récolté la part du lion de l'augmentation mensuelle (en dollars), la valeur des permis de construction résidentielle ayant monté de 19,4 % pour atteindre 994 millions de dollars en mars. La Colombie-Britannique a suivi, affichant une augmentation mensuelle de 19,0 %, pour une valeur totale de 188 millions de dollars. Les logements unifamiliaux et multifamiliaux ont contribué à ces chiffres. Cependant, les deux composantes ont reculé au Québec, où la valeur des intentions de construction résidentielle a connu un relâchement de 5,7 % pour se situer à 266 millions de dollars. Il s'agit d'un troisième recul mensuel consécutif.

Meilleur premier trimestre depuis 1990 pour le secteur résidentiel

Le secteur résidentiel a connu son meilleur résultat pour un premier trimestre depuis 1990, à la faveur d'une hausse de 16,5 % par rapport aux trois premiers mois de 1999. Il s'agit d'une augmentation qui a propulsé la valeur des permis délivrés à 5,4 milliards de dollars. La totalité de cette hausse est attribuable à la

composante des logements unifamiliaux, dont la valeur a atteint 4,1 milliards de dollars, conséquence d'une augmentation de 23,2 %. Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont subi un léger recul de 0,6 %, qui les a ramenées à 1,3 milliard de dollars.

Les deux secteurs sont en hausse en mars



Toutes les provinces, sauf le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique, ont connu des augmentations au cours du premier trimestre de 2000 par rapport à la même période de l'an dernier. Le gros de l'augmentation d'ensemble (en dollars) est survenu en Ontario (+23,5 %, ce qui a porté à 2,7 milliards de dollars la valeur totale des permis délivrés), où les deux composantes ont participé à l'augmentation. Le Québec a aussi contribué à l'augmentation (+12,7 %, valeur totale de 854 millions de dollars). Au Québec, seule la composante des logements unifamiliaux a augmenté.

Rebondissement dans les projets de construction non résidentielle

Le rebondissement de 12,0 % des permis de construction non résidentielle en mars a mis un terme à deux reculs mensuels d'affilée et a été provoqué par les intentions de construction institutionnelle et commerciale.

Après une diminution marquée en février, la composante institutionnelle a atteint 314 millions de dollars en mars à la faveur d'un bond de 83,2 %; il s'agit de la plus forte augmentation mensuelle depuis 1989. C'est la catégorie de l'éducation qui y a le plus contribué.

La valeur des permis de construction commerciale a progressé de 7,9 % et a atteint 779 millions de dollars, après deux mois de repli. Cette hausse est essentiellement attribuable aux intentions de la

catégorie du commerce et des services ainsi qu'aux projets d'immeubles à bureaux.

La valeur des projets de construction industrielle a chuté de 14,5 %, passant à 298 millions de dollars en mars, après une hausse de 17,1 % en février. Sauf pour les petits projets, toutes les catégories ont contribué au ralentissement général.

À l'échelon provincial, l'augmentation la plus marquée (en dollars) a été observée en Saskatchewan (+238,1 %, valeur totale de 85 millions de dollars), essentiellement au chapitre de grands projets dans les composantes commerciale et industrielle. La Colombie-Britannique (+48,3 %, valeur totale de 159 millions de dollars) et l'Alberta (+21,0 %, valeur totale de 264 millions de dollars) ont suivi.

Par contre, les diminutions les plus importantes ont eu lieu au Québec (-13,3 %, valeur totale de 250 millions de dollars) et du Manitoba (-22,0 %, valeur totale de 38 millions de dollars). Dans les deux cas, c'est la diminution de la valeur des projets de construction industrielle qui en a été la cause.

Meilleur premier trimestre depuis 1989 pour le secteur non résidentiel

Au premier trimestre de 2000, les intentions de construction commerciale et institutionnelle ont amené la valeur des permis de construction non résidentielle à 4,2 milliards de dollars, en hausse de 12,8 % par rapport à la même période de l'an dernier. Ce sont les meilleurs résultats pour un premier trimestre depuis 1989. La hausse de la valeur des permis de construction commerciale a été le facteur le plus déterminant.

Les plus fortes augmentations d'une année à l'autre (en dollars) sont survenues en Alberta (+52,7 %, valeur totale de 733 millions de dollars) et en Colombie-Britannique (+48,3 %, valeur totale de 516 millions de dollars), reflétant l'augmentation de la valeur de chacune des trois composantes. Le Québec a accusé la plus grosse perte (-5,3 %, valeur totale de 807 millions de dollars), conséquence d'une baisse du nombre de projets de construction industrielle.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mars 2000 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Le communiqué sur les permis de bâtir pour avril 2000 sera diffusé le 7 juin.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (*burejoa@statcan.ca*). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez

avec Sébastien LaRoche-Côté au (613) 951-2025 (*sebastien.larochelle-cote@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir

	Février 2000 ^r	Mars 2000 ^p	Février à mars 2000	Quatrième trimestre de 1999 au premier trimestre de 2000	Premier trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 1999 au premier trimestre de 2000
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	2 910,2	3 244,5	11,5	9 729,3	9 584,4	-1,5
Résidentiel	1 668,1	1 853,4	11,1	5 466,1	5 360,8	-1,9
Non résidentiel	1 242,1	1 391,1	12,0	4 263,2	4 223,6	-0,9
Terre-Neuve	29,1	29,3	0,9	72,2	88,6	22,7
Résidentiel	25,2	27,3	8,2	33,7	75,7	124,8
Non résidentiel	3,9	2,1	-47,0	38,6	12,9	-66,5
Île-du-Prince-Édouard	11,8	8,0	-31,8	44,2	30,2	-31,7
Résidentiel	8,0	5,1	-36,0	19,8	19,7	-0,5
Non résidentiel	3,9	3,0	-23,2	24,4	10,5	-57,0
Nouvelle-Écosse	66,0	81,2	23,1	250,9	209,9	-16,3
Résidentiel	41,2	46,7	13,2	125,5	137,2	9,3
Non résidentiel	24,8	34,6	39,4	125,4	72,8	-42,0
Nouveau-Brunswick	28,3	41,3	46,2	137,6	103,3	-24,9
Résidentiel	18,1	24,3	34,1	71,6	65,0	-9,3
Non résidentiel	10,2	17,1	67,6	66,0	38,4	-41,8
Québec	570,7	516,2	-9,6	1 620,2	1 661,0	2,5
Résidentiel	282,2	266,0	-5,7	885,2	853,7	-3,6
Non résidentiel	288,5	250,2	-13,3	735,0	807,3	9,8
Ontario	1 343,6	1 531,8	14,0	4 676,0	4 411,0	-5,7
Résidentiel	832,3	993,9	19,4	2 716,2	2 682,0	-1,3
Non résidentiel	511,2	538,0	5,2	1 959,8	1 729,0	-11,8
Manitoba	78,2	65,7	-16,0	230,0	268,2	16,6
Résidentiel	29,8	27,9	-6,2	99,4	118,3	19,1
Non résidentiel	48,4	37,8	-22,0	130,6	149,9	14,7
Saskatchewan	48,6	109,9	126,3	191,9	222,3	15,9
Résidentiel	23,4	24,9	6,3	78,7	72,5	-7,9
Non résidentiel	25,1	85,0	238,1	113,2	149,9	32,4
Alberta	457,3	511,5	11,9	1 265,5	1 508,0	19,2
Résidentiel	239,4	248,0	3,6	704,2	775,2	10,1
Non résidentiel	217,8	263,6	21,0	561,3	732,8	30,6
Colombie-Britannique	265,6	347,6	30,9	1 217,6	1 061,9	-12,8
Résidentiel	158,3	188,4	19,0	724,1	546,4	-24,5
Non résidentiel	107,3	159,2	48,3	493,5	515,5	4,5
Yukon	1,8	1,6	-8,5	11,4	5,4	-52,7
Résidentiel	1,3	1,0	-22,7	5,0	3,8	-24,2
Non résidentiel	0,5	0,6	29,5	6,4	1,6	-74,8
Territoires du Nord-Ouest	0,7	0,2	-79,3	5,8	2,0	-66,1
Résidentiel	0,6	0,0	-96,9	1,4	0,8	-43,0
Non résidentiel	0,1	0,1	2,3	4,5	1,2	-73,1
Nunavut	8,5	0,0	-100,0	6,0	12,5	109,3
Résidentiel	8,2	0,0	-100,0	1,4	10,7	680,9
Non résidentiel	0,3	0,0	-100,0	4,6	1,8	-60,4

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi

Avril 2000

En avril dernier, l'Indice de l'offre d'emploi (1996=100) a diminué de 2,3 % pour s'établir à 167, la première baisse mensuelle depuis mars 1996. Cette diminution en avril s'est produite surtout au Québec (-1,9 %) et en Colombie-Britannique (-1,4 %). Seulement Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et l'Alberta ont enregistré des augmentations au cours du dernier mois.

Indice de l'offre d'emploi

(1996=100)

	Avril	Mars	Avril	Avril	Mars
	1999	2000	2000	1999	à avril 2000
	désaisonnalisés et lissés				
	var. en %				
Canada	156	171	167	7,1	-2,3
Terre-Neuve	154	179	183	18,8	2,2
Île-du-Prince-Édouard	173	207	218	26,0	5,3
Nouvelle-Écosse	164	169	172	4,9	1,8
Nouveau-Brunswick	176	194	192	9,1	-1,0
Québec	156	159	156	0,0	-1,9
Ontario	170	188	186	9,4	-1,1
Manitoba	175	166	164	-6,3	-1,2
Saskatchewan	130	137	136	4,6	-0,7
Alberta	128	157	158	23,4	0,6
Colombie-Britannique	124	147	145	16,9	-1,4

Données stockées dans CANSIM: matrice 105 (niveaux 8, 9 et 10).

Nota: L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. L'Indice est un indicateur de l'intention des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'Indice est désaisonnalisé et lissé pour faciliter la comparaison mensuelle.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (*labour@statcan.ca*), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

Industrie de la location et de la gestion de biens immobiliers

1997

Les résultats de l'Enquête de 1997 de l'industrie de la location et de la gestion de biens immobiliers sont

disponibles pour la première fois. Ces résultats ont été produits dans le cadre de l'essai pilote de l'Enquête unifiée auprès des entreprises qui regroupe plusieurs enquêtes annuelles auprès des entreprises en une seule enquête intégrée.

En 1997, on estime que 40 275 établissements fournissant des services de location de biens immobiliers (entreprises constituées ou non en société) ont été exploités pendant au moins une journée. Ces établissements représentent les entreprises ayant un revenu brut supérieur à 30 000 \$. De tous ces établissements, environ 63 % ont un revenu annuel inférieur à 150 000 \$. Un peu plus des trois quarts (77 %) de tous les établissements sont situés en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

En tout, cette branche d'activité a enregistré 29,3 milliards de dollars de revenus d'exploitation. Les entreprises au Québec et en Ontario représentent un peu plus des deux tiers du total de ces revenus.

Le total des dépenses d'exploitation se chiffre à 20,8 milliards de dollars. Les principales dépenses de cette industrie de la location de biens immobiliers ont été l'achat de services auprès d'autres entreprises, suivies par les salaires et traitements et les dépenses d'amortissement. Un tiers des dépenses d'exploitation sont consacrées au règlement des achats de services, les impôts fonciers représentant plus du tiers du total. Les salaires, les traitements et les avantages sociaux, se situant à 2,5 milliards de dollars, et les dépenses d'amortissement, se chiffrant à 2,4 milliards de dollars, représentent respectivement 12,0 % et 11,8 % du total des dépenses d'exploitation.

À l'échelon national, la marge bénéficiaire brute est de 29,2 %.

Nota: Cette branche d'activité comprend les entreprises dont l'activité principale consiste à offrir des services de location ou de location à bail, ou de gestion de biens immobiliers pour le compte des propriétaires. Ces services incluent la location de biens immobiliers résidentiels et commerciaux, les projets de logement sociaux et les mini-entrepôts libre-service. Cette branche d'activité comprend les bailleurs de biens immobiliers qui exploitent leurs biens pour leur propre compte ou qui confient cette tâche à un tiers et les gestionnaires de biens immobiliers qui font du travail d'administration, comme l'approbation de conventions de bail et la perception de loyers.

Données stockées dans CANSIM: matrice 70.

Pour plus de renseignements sur le programme de l'Enquête unifiée auprès des entreprises, communiquez avec Les Graham au (613) 951-6566 (grahles@statcan.ca), Division de la statistique des entreprises. Pour plus de renseignements sur les

concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Irene Ross au (613) 951-6305 (pucire@statcan.ca), Division des industries de services.

Revenus d'exploitation et certaines dépenses de l'industrie de la location et de la gestion de biens immobiliers 1997

	Revenus d'exploitation	Dépenses d'exploitation	Distribution de dépenses d'exploitation		
			Salaires et traitements et avantages sociaux	Dépenses pour achats de services	Amortissement
	en milliers		%		
Canada	29 351 873	20 787 498	12,0	33,6	11,8
Terre-Neuve	297 152	223 295	14,1	20,6	10,1
Île-du-Prince-Édouard	94 363	70 443	14,7	28,4	11,8
Nouvelle-Écosse	535 857	394 283	14,0	27,3	20,3
Nouveau-Brunswick	358 987	287 635	8,6	39,4	15,8
Québec	6 934 451	5 163 962	9,6	21,4	8,9
Ontario	12 810 741	9 105 657	11,5	43,2	13,0
Manitoba	715 356	539 828	10,3	43,9	14,8
Saskatchewan	700 535	484 199	12,8	30,4	14,2
Alberta	2 143 914	1 449 493	13,0	28,7	14,9
Colombie-Britannique	4 520 661	2 876 086	17,4	28,4	8,9
Yukon	29 555	22 220	21,4	27,4	13,9
Territoires du Nord-Ouest	210 301	170 395	11,0	24,8	11,4

Ciment

Mars 2000

En mars dernier, les fabricants ont livré 800 360 tonnes de ciment, chiffre en hausse de 29,5 % par rapport aux 618 198 tonnes (chiffres révisés) livrées en mars 1999 et de 42,3 % par rapport aux 562 610 tonnes livrées en février 2000.

De janvier à mars 2000, les livraisons étaient de 1 833 044 tonnes, en hausse de 20,3 % comparativement aux 1 523 834 tonnes (chiffres révisés) livrées au cours de la même période en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrices 92 et 122 (série 35).

Le numéro de mars 2000 de *Ciment* (44-001-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Traversy au (613) 951-3531 (travrob@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Prix des produits agricoles

Janvier à mars 2000

Les données mensuelles sur les prix des produits agricoles sont maintenant disponibles pour les mois de janvier à mars 2000.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernie Rosien au (613) 951-2441, Division de l'agriculture. Télécopieur: (613) 951-3868.

NOUVELLES PARUTIONS

Infomat - revue hebdomadaire, 5 mai 2000
Numéro au catalogue: 11-002-XIF (3\$/109\$).

Infomat - revue hebdomadaire, 5 mai 2000
Numéro au catalogue: 11-002-XPF (4\$/145\$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses,
Quatrième trimestre de 1999
Numéro au catalogue: 13-001-XPB (44\$/145\$).

Ciment, mars 2000
Numéro au catalogue: 44-001-XIB (5\$/47\$).

Ventes de véhicules automobiles neufs, février 2000
Numéro au catalogue: 63-007-XIB (13\$/124\$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 2000
Numéro au catalogue: 67-002-XPB (18\$/176\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F *Quotidien* 11 (210) (50) (00000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 mai 1997
Pour être diffusé à 8 h 30


PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS


- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
À l'appui de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement plus élevée que celle de l'année précédente.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste en termes réels, septembre-juin 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

 Statistique Canada



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Dan Smythe (613) 951-1088, smytdan@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 8 AU 12 MAI

Du 8 au 12 mai

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
8	Série de rapports sur les grandes cultures: stocks de céréales au 31 mars	2000
12	Indice des prix des logements neufs	Mars 2000
